



Energie

Tepco commence à stabiliser le site nucléaire de Fukushima Page 18

Technologie

Un Chinois veut fusionner un smartphone miniature avec une montre suisse Page 17

SMI
8983,52 +0,12%

Euro Stoxx 50
3123,12 +0,09%

Dollar/franc 0,9570

Euro/franc 1,2011 =

Baril Brent/dollar 79,32

Once d'or/dollar 1196

Bâle repasse devant la région lémanique

> Conjoncture Le PIB de Bâle progressera de 2%, celui de Vaud et Genève de 1,7% en 2014, selon l'institut BAK Basel

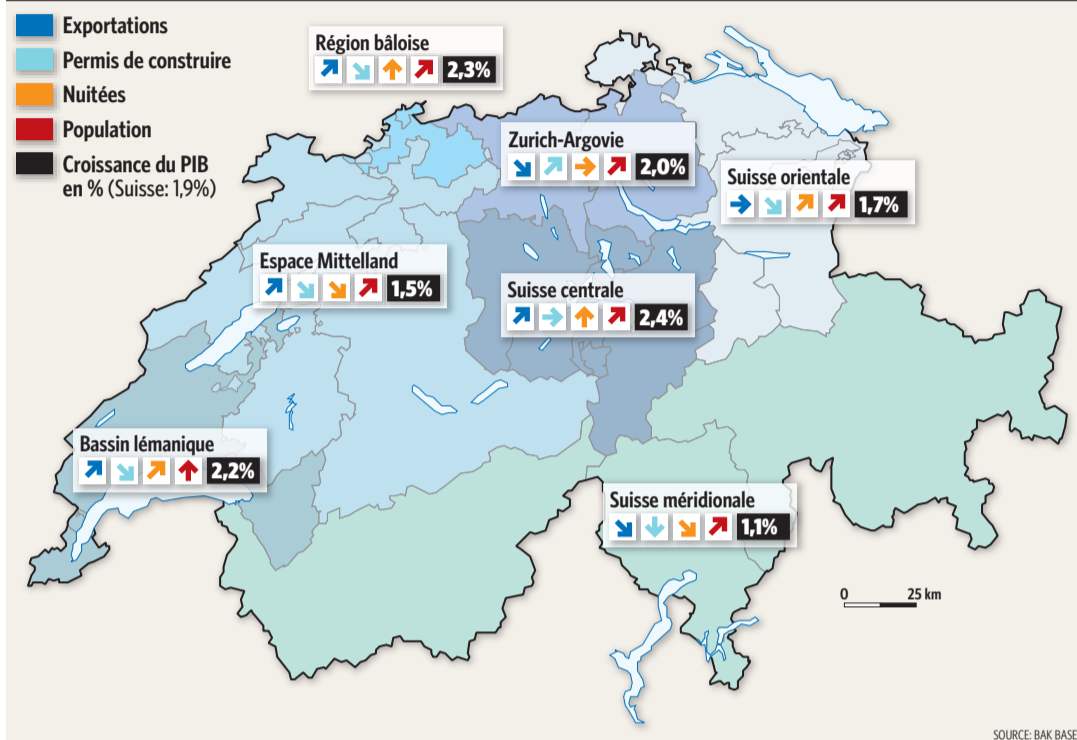
> Les deux cantons lémaniques sont exposés aux réformes législatives et fiscales

Servan Peca

Les cantons de Vaud et Genève sont en train de perdre leur tout nouveau statut de moteur de l'économie suisse. Selon les dernières prévisions de l'institut économique BAK Basel* que *Le Temps* s'est procurées, la région lémanique, avec une croissance attendue de son PIB à 1,7%, figurera encore sur le podium en 2014. Mais elle sera dépassée par l'agglomération bâloise et par la Suisse centrale, qui devraient croître de respectivement 2 et 1,9% cette année.

Si le bassin lémanique perd de sa vitesse, c'est d'abord parce que les investissements massifs de Novartis à Prangins ont beaucoup compté, au cours des deux dernières années. Du coup, les chiffres de 2014 souffrent de la comparaison, décrypte Larissa Müller, économiste de BAK Basel. En plus, le canton de Vaud, précisément son secteur de la cons-

Le paysage économique de 2015



truction, est particulièrement exposé à la limitation des résidences secondaires. «Bâle est évidemment beaucoup moins concernée par cette loi», ajoute-t-elle.

Les bords du Léman sont également plus sensibles à l'évolution des conditions-cadres, comme la réforme de la fiscalité des entreprises, qui crée de l'instabilité et qui, du coup, freine les projets d'investissements. En comparaison, «les gran-

des entreprises suisses qui sont installées à Bâle ont davantage de certitudes sur leur avenir fiscal», résume Larissa Müller. Autre différence: les bouleversements réglementaires et fiscaux auxquels fait face le secteur financier, et qui concernent aussi celui des matières premières, ont davantage d'effets sur la dynamique genevoise que sur la rhénane.

En Suisse centrale, les cantons de

Lucerne et Schwyz bénéficient eux d'une forte immigration intercantonale. Les conditions-cadres et le marché du logement y sont plus favorables qu'à Zurich ou Zoug. Toute la région a par ailleurs bénéficié d'un vaste programme d'investissements de l'une de ses entreprises phares, Pilatus, sise à Stans (NW).

Le long du Léman, le tableau ne doit pas être noir, reprend l'économiste de BAK Basel. D'abord, la

région lémanique fera toujours mieux que la moyenne suisse (+1,4%). Et à l'heure où l'inquiétude monte, au fil des départs annoncés dans les sciences de la vie (Merck Serono, Shire, Alexion...), Larissa Müller insiste: il y a quantité de signaux plus encourageants, comme le rythme de création de nouvelles entreprises, au-dessus de la moyenne des autres régions suisses.

«Les grandes entreprises suisses installées à Bâle ont plus de certitudes sur leur avenir fiscal»

Les entreprises lémaniques sont également très actives en termes de dépôts de brevets. Les dernières données disponibles, pour les années 2009 à 2011, placent Vaud et Genève en 3e position, derrière Zurich et Bâle. Cette propension à l'innovation se verra dans les chiffres de demain, prévient Larissa Müller.

Demain, voire après-demain, donc en 2016, BAK Basel prévoit d'ailleurs que les deux cantons lémaniques fassent à nouveau jeu égal avec Bâle. L'institut s'attend à une hausse du PIB de la région de 2,5%. Soit mieux que la Suisse centrale (+2,4%) et que les cantons de Zurich et d'Argovie réunis (+2,1%).

*Depuis novembre, BAK Basel publie ses prévisions pour la Suisse romande en français.

Le Luxembourg s'oppose à une harmonisation

> Fiscalité Le Grand-Duché contre-attaque

AFP

Le premier ministre luxembourgeois, Xavier Bettel, se dit opposé à une harmonisation fiscale au sein de l'UE, estimant que la fiscalité doit rester du ressort des Etats, dans une interview publiée mercredi par le quotidien belge *L'Echo*.

En plein scandale LuxLeaks né des révélations sur un système d'évasion fiscale pour les multinationales à travers des accords avec le Luxembourg, Xavier Bettel, premier ministre libéral du Luxembourg depuis décembre 2013, contre-attaque.

Réforme de l'imposition

Il défend le droit d'appliquer des fiscalités directes et indirectes différentes en Europe, au moment où la Commission européenne, dirigée par son prédécesseur Jean-Claude Juncker, a promis de relancer le projet d'une harmonisation de la base de l'impôt sur les sociétés pour lutter contre le dumping fiscal.

«Je ne vais certainement pas avancer avec le Luxembourg vers une fiscalité qui est plus haute qu'aujourd'hui. Dire que tout le monde à l'intérieur de l'UE doit avancer vers une fiscalité unique et les mêmes taux d'imposition, ça, je suis contre. C'est une compétence qui est du ressort des Etats membres», affirme Xavier Bettel.

Il défend aussi le système de «tax ruling» pratiqué par son pays, rappelant que 22 Etats européens y ont recours, et estime même «nécessaire d'étoffer l'équipe» qui s'en occupe au sein de l'administration fiscale luxembourgeoise.

Les «rulings» permettent à une entreprise de demander à l'avance comment sa situation fiscale sera traitée dans un pays, et sont utilisés par les multinationales pour faire de l'optimisation fiscale.

En vue

Alexion 15	Merck Serono 15
Bumotec 17	Novartis 15
Bcomp 17	Shire 15
Innovation	Swissdigital 17
Therapeutics 17	Tepco 18
Liebherr 17	UBS 21

L'importance de Genève pour Internet s'accroît

> Sommet La Geneva Internet Conference s'est achevée mercredi. Elle concurrençait un sommet critiqué en Chine

Genève veut faire sa place sur la carte mondiale des villes qui comptent pour Internet. Mais la concurrence est rude.

«Chaque semaine, deux à trois conférences sur la gouvernance du Web sont organisées dans le monde. Mais je suis certain que Genève a de solides atouts pour se distinguer», a affirmé mercredi Jovan Kurbalija, directeur de la DiploFoundation. Cet organisme spécialisé dans la formation des diplomates aux enjeux stratégiques d'Internet organisait, avec le soutien de la Confédération, la première édition de la Geneva In-

ternet Conference. Durant deux jours, 200 représentants politiques, notamment des Etats-Unis et de l'Union européenne, ainsi que des acteurs du secteur high-tech et de la société civile ont débattu de la gouvernance d'Internet. Fadi Chehadé, le directeur de l'Icann, organisme gérant une grande partie du Web, y a fait une apparition éclair.

A Genève, les experts ont avant tout parlé protection des données et vie privée. «J'ai bon espoir que nous puissions bientôt organiser d'autres événements de ce type à Genève. Nous avons ici une appro-

che très pragmatique des problèmes et je pense que les solutions que nous esquissons pourrions, à l'avenir, avoir une influence sur les pratiques de Google ou Facebook. De plus, la plupart des acteurs importants d'Internet sont déjà présents à Genève», a poursuivi Jovan Kurbalija. Et de citer Phil Zimmermann, qui a installé sa société de sécurité informatique Silent Circle à Genève, ou encore Robert Kahn, l'un des inventeurs d'Internet, qui vient d'y implanter sa fondation Dona.

Côté juridique, l'Université de Genève tiendra en juin 2015, après

une première édition cet été, des conférences sur les conflits juridiques sur Internet, a annoncé mercredi Jacques de Werra, professeur de droit des obligations et de droit de la propriété intellectuelle à la Faculté de droit.

Wuzhen se profile

La Chine organise cette semaine à Wuzhen, non loin de Shanghai, sa World Internet Conference. Des dirigeants des plus grandes firmes internet chinoises (Alibaba, Baidu, Tencent) y sont présents, ainsi que des cadres de sociétés américaines comme Qualcomm et LinkedIn.

Un sommet vivement critiqué par Amnesty International, qui accuse la Chine de vouloir faire la promotion de son système de censure du Net. Que penser de cet événement? «J'y étais invité, mais j'organisais déjà cette conférence à Genève, sourit Jovan Kurbalija. Certes, tous les sujets ne seront sans doute pas débattus en Chine. Mais je trouve positif que ce pays amorce un dialogue global sur certaines questions.» Selon des journalistes présents sur place, l'accès à Google, censuré dans tout le pays, a été rétabli à Wuzhen le temps de ce sommet. **Anouch Seydtaghia**

PUBLICITÉ

PANERAI BOUTIQUE
GENEVA
Rue du Rhône, 19 - Tel. +41 (0)22 818 66 44
PANERAI.COM

PANERAI
LABORATORIO DI IDEE.

RADIOMIR 1940
3 DAYS AUTOMATIC
ORO ROSSO (REF. 573)